

« Avec l'Arizona,
l'impôt ne sera pas plus juste
et les caisses se videront »



Daniel Puissant

Julien Desiderio

Guillaume Lohest

Wivryne Gaziaux

Christophe Quintard

Regards croisés au sein du Réseau pour la Justice Fiscale

La campagne des Équipes Populaires a pour but de souligner l'importance de l'impôt – dit autrement, des contributions – dans une société qui vise la **justice sociale**, l'égalité et l'accès aux droits pour toutes et tous. Ce combat est au cœur du Réseau pour la Justice Fiscale (RJF). Mais il est possible, pour un gouvernement, de dénaturer la fonction civilisatrice de l'impôt et d'en faire un outil de division et de mérite, injustement prélevé, injustement réparti. Si les mots sont durs, c'est parce que le jugement du RJF sur ce gouvernement est sévère. Nous avons recueilli les impressions de quelques-uns de ses membres...

Guillaume : *Comme tout gouvernement, l'Arizona a besoin des impôts pour pouvoir composer son budget. On a pourtant beaucoup entendu, de la part de plusieurs partis au pouvoir, des discours hostiles à l'impôt durant la campagne électorale. Comment comprendre cela ? Quelle est l'idéologie de ce gouvernement par rapport à la fiscalité ?*



Le gouvernement Arizona trouve que la fiscalité est trop élevée pour les gens qui travaillent. Il projette de diminuer l'impôt sur les personnes physiques (IPP) pour les travailleurs, en compensant la diminution des recettes fiscales entraînée par cette diminution par des économies dans la plupart des

départements fédéraux et par des économies dans la sécurité sociale. Il s'agit bien de mesures de droite !

C'est clair, le gouvernement Arizona n'aime pas vraiment l'impôt, en tout cas pas celui qui affecte les grandes entreprises et les plus riches. Son idéologie principale repose sur une logique néolibérale : attirer les investisseurs en limitant la « charge fiscale » – c'est comme cela qu'il considère les contributions – sur les grandes entreprises et les hauts revenus, tout en reportant le poids de l'effort sur les classes moyennes et les plus précaires par des mesures non fiscales. La volonté du gouvernement est de faire porter le poids des efforts sur les personnes qui peuvent le moins y échapper, plutôt que sur les personnes qui ont les épaules les plus larges. Il se méfie de la redistribution et privilégie une politique fiscale axée sur la compétitivité plutôt que sur la justice sociale.



Effectivement, ce gouvernement, fidèle à une approche néolibérale, voit les contributions sociales et fiscales comme une sorte de péché originel de notre modèle socio-économique... Raison pour laquelle il tente, par tous les moyens détournés, de

diminuer la contribution des plus aisés dans notre société. Cela passe notamment par les cadeaux attribués aux entreprises : réductions de cotisations sociales à hauteur de plus d'un milliard, maintien de la mesure « zéro coti » dont l'inefficacité économique a été démontrée par la Cour des Comptes et des études universitaires... Cela passe aussi par l'absence d'avancées réelles en matière de transparence fiscale pour les hauts revenus et patrimoines (car on ne peut faire contribuer les revenus et patrimoines que si on les connaît bien), alors qu'il est prévu d'établir un « cadastre des pauvres » (registre des tarifs sociaux et autres « avantages » auxquels les allocataires sociaux ont accès)... pour éventuellement diminuer leurs allocations ou leur revenu d'intégration sociale (RIS).



" Ce gouvernement, fidèle à une approche néolibérale, voit les contributions sociales et fiscales comme une sorte de péché originel de notre modèle socio-économique ... "

Je rejoins tout ce qui a été dit, mais souhaiterais aussi ajouter la vision très « méritocratique » et « individualiste » du gouvernement Arizona, tout comme la méthode qu'il utilise pour légitimer son idéologie, consistant à monter une partie de la population contre une autre : les travailleur·euse·s contre les chômeur·euse·s et les malades de longue durée. En faisant cela, il invisibilise et détourne le regard de celles et ceux qui détiennent de gros patrimoines et/ou des entreprises qui payent trop peu d'impôts (comparativement à la majorité de la population) et/ou pratiquent l'évasion ou la fraude fiscale. Le message du gouvernement est « qui veut, peut » et doit être récompensé pour son travail, mais en réalité, son ultime objectif est la croissance du PIB. Peu importent les conditions de travail des travailleur·euse·s car celles et ceux qu'il soutient ce sont les (grosses) entreprises et les (gros·se·s) investisseur·euse·s. Dans cette vision, les services publics et la protection sociale constituent d'énormes cailloux dans le budget puisque « trop coûteux ». Raison pour laquelle il restreint constamment les budgets, cherche à privatiser les services publics et à conditionner de plus en plus l'accès à la protection sociale.



Guillaume : *Comme l'Arizona est tout de même issu de compromis et que Vooruit en fait partie, on peut supposer qu'il y a peut-être quand même l'une ou l'autre bonne mesure, qui irait dans le sens d'un peu plus de justice sociale. On a par exemple entendu cette expression : faire contribuer les épaules les plus larges... Qu'en est-il, dans les faits ?*



La seule bonne mesure (si elle est adoptée) est la taxation des plus-values financières. Mais à condition qu'elle frappe bien les épaules les plus larges. Si les sociétés holdings, par exemple, échappent à cette mesure, la cible sera totalement ratée.

Je suis d'accord avec Daniel. L'introduction d'une taxe sur les plus-values est une avancée, car elle répond à une demande de longue date pour une meilleure taxation du capital et brise un véritable tabou dans le paysage fiscal en Belgique. Cependant, son impact réel restera limité par de nombreuses exceptions, et un seuil d'exemption élevé qui protège surtout les grands investisseurs. Cela réduira la portée de cette mesure et limitera sa capacité à corriger les inégalités, même s'il s'agit d'un pas dans la bonne direction.



Oui, c'est vrai, mais je me méfie de la manière dont la mesure va être finalisée. Si le texte légal qui la met en œuvre est une passoire, il s'agira d'une victoire purement symbolique dont le coût sera trop important. Les libéraux mettront toujours en avant qu'une loi sur le sujet existe, mais la réalité sera que seuls quelques

quidams peu ou mal conseillés paieront cette taxe. Signalons d'ailleurs qu'à ce stade, selon la presse, l'Inspection des Finances juge le projet de texte trop instable et pas assez ficelé pour assurer la rentrée budgétaire escomptée de 500 millions €. ... Non seulement le texte n'est pas à la hauteur de l'ambition, mais l'ambition elle-même est déjà minimaliste. En effet, les services d'études du SPF Finances estiment qu'une taxe sur les plus-values, sans série d'exceptions, pourrait permettre de récolter 1,25 milliard €. Plus du double, donc, de ce que vise l'Arizona !

Guillaume : On peut maintenant passer en revue tout ce qui est contraire à la justice fiscale dans l'accord de gouvernement. Tout ce qui va à l'encontre de nos revendications, au RJF...



Au RJF, nous estimons que le poids de l'IPP devrait être diminué pour tous les petits revenus, pas seulement pour celles et ceux qui travaillent, mais également pour les pensionnés et les chômeurs notamment. En outre, cette mesure ne devrait pas bénéficier aux gros revenus et à la classe

moyenne supérieure. Or dans le projet de l'Arizona, qui est donc d'augmenter simplement la quotité exemptée d'impôt, tous les contribuables (y compris les hauts et moyens revenus) bénéficieront de la mesure. Cette diminution d'impôts généralisée, qui bénéficie aussi aux moyens et hauts revenus, coûte donc plus cher et n'est pas ciblée sur celles et ceux qui en ont vraiment besoin.

C'est la même injustice que je souhaite pointer : la quotité exemptée d'impôt, censée augmenter les revenus nets, profitera essentiellement à la moitié de la population qui dispose des plus hauts revenus, tandis que les personnes dans les situations les plus précaires n'en bénéficieront pas ou très peu. Cette mesure coûtera 3,5 milliards € et creusera davantage le déficit public, sans véritable compensation par une taxation plus juste sur les grandes fortunes. En résumé, c'est une réforme coûteuse, non ciblée, qui profite aux plus aisés, tout en aggravant les déséquilibres budgétaires. C'est d'autant plus insensé que, pour payer ce cadeau fiscal, on va faire des économies sur les soins de santé, les pensions et les allocations les plus basses par la suppression de l'enveloppe bien-être.



Comme Julien, je constate que la mesure fiscale phare de l'augmentation de la part de revenus non taxés – annoncée à ce jour, mais qui disparaîtra peut-être sous le poids de la politique de réarmement souhaitée par ce gouvernement – sera financée par des coupes budgétaires dans la sécurité sociale.

En outre, certaines personnes verront la fiscalité sur leur allocation sociale augmenter, par le biais de la soumission du RIS à l'impôt, la suppression de la réduction d'impôt pour les allocations de chômage, et par la forte diminution de la réduction d'impôts pour certaines pensions. Clairement, à ce jour, l'analyse montre que ce gouvernement a fait le choix de ne rien miser sur le social et, comme le gouvernement Michel, de vider les caisses en ne prévoyant pas de réelles mesures compensatoires permettant de financer les cadeaux aux entreprises et autres dépenses militaires.

Guillaume : Si l'on doit porter un regard plus global sur la fiscalité Arizona, on ne peut donc qu'avoir des mots très durs, tant la balance penche quasi exclusivement en faveur des plus riches et des acteurs économiques puissants, et en défaveur des allocataires sociaux et des personnes plus fragiles. Quelles seraient vos conclusions ?



Pour l'Arizona, l'objectif n'est pas d'utiliser les impôts pour créer et améliorer les services publics et permettre à toutes et tous de vivre dignement, mais bien que ces services soient réduits au strict minimum et que chacun se débrouille puisque « nous sommes maîtres de notre propre destin ».

Cette vision et les mesures prises – ou non prises par le gouvernement, notamment en termes de justice fiscale – discriminent d'autant plus les femmes. Puisque ce sont elles qui souvent, non seulement, travaillent dans les secteurs les plus précarisés, mais aussi, celles dont la vie dépend le plus des services publics et de la protection sociale.

On peut dire qu'il n'y a pas de véritable réforme fiscale sous ce gouvernement. L'impôt ne sera pas plus juste. La réforme promise, censée permettre un écart de 500 € entre les revenus des travailleurs et ceux des allocataires sociaux, ne se fera pas en récompensant le travail, mais en punissant la pauvreté. En réduisant les prestations sociales et les protections pour les plus vulnérables, en rendant plus difficiles les départs anticipés à la pension, le gouvernement Arizona ne fait que creuser les inégalités. Or, les gens ont voté pour une revalorisation de leur travail, pas pour que leurs voisins deviennent plus pauvres. Comme l'a dit Wivynne, ce sont surtout les femmes qui seront touchées par ces mesures. Pourquoi ? Parce qu'elles sont surreprésentées parmi les travailleurs à temps partiel, les emplois précaires et les petites pensions.



" Les gens ont voté pour une revalorisation de leur travail, pas pour que leurs voisins deviennent plus pauvres "



À nouveau, je ne peux qu'abonder dans le sens de ce qui a été dit : la politique mise en œuvre par ce gouvernement ne permettra pas de réaliser de véritables avancées vers une plus grande justice fiscale. Les travailleurs et travailleuses du secteur privé et public voient les fondements de leur régime

de sécurité sociale fortement démantelé et déstabilisé, tant en matière de constitution de droits qu'en termes de financement. Et c'est vrai, ce gouvernement De Wever-Bouchez apparaît fortement masculiniste en ce qu'il prévoit une batterie de mesures qui attaquent principalement les femmes. Par contre, aucune mesure permettant d'améliorer les conditions de travail, et donc permettant de recueillir de bons revenus du travail, ne se retrouve sur la table. Que du contraire, en prévoyant une flexibilisation à outrance du marché de l'emploi, les travailleurs et travailleuses seront fragilisés. Sur base de ce régime, la Belgique ne pourra que voir les inégalités augmenter et son taux de pauvreté, à nouveau, se dégrader. Triste bilan en perspective. ■

